



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
- TPSGC

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

11 Laurier St., 11, rue Laurier

Gatineau

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Une exigence de sécurité est associée à ce document.

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Business Transformation and Systems Integration
Service/Division de transformation des opérations et
d'intégrat

Special Procurement Initiative Dir

Dir. des initiatives spéciales

d'approvisionnement

11 Laurier, Place du Portage III

12C1

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Title - Sujet Transformation de la SSI - DP	
Solicitation No. - N° de l'invitation EP243-170549/B	Amendment No. - N° modif. 004
Client Reference No. - N° de référence du client 20170549	Date 2017-06-27
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$XE-678-31237	
File No. - N° de dossier 678xe.EP243-170549	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2017-07-14	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Oates, Christine	Buyer Id - Id de l'acheteur 678xe
Telephone No. - N° de téléphone (873) 469-3917 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Modification n° 004

Objectif :

- A. Recenser les modifications apportées à la DP.
- B. Répondre aux questions reçues en ce qui concerne la présente DP.

A. MODIFICATIONS

Changement 46 :

À la partie 1, 3.1 Données volumétriques, 3.1.1 Comptes d'utilisateurs de l'annexe A :

SUPPRIMER le texte au complet et le **REEMPLACER** par le libellé suivant :

Comptes d'utilisateurs internes : Actuellement, il y a 487 comptes d'utilisateurs au total, dont 396 pour le PSC et 91 pour le PMC.

Comptes d'utilisateurs externes : Actuellement, il y a 183 905 comptes d'utilisateurs au total, répartis comme suit :

- (a) utilisateurs externes pour le PSC – industrie : 161 000 comptes d'utilisateurs;
- (b) utilisateurs externes pour le PSC – gouvernement : 905 comptes d'utilisateurs;
- (c) utilisateurs externes pour le PMC – 22 000* comptes d'utilisateurs.

*Remarque : Actuellement, il n'y a pas de comptes d'utilisateurs externes pour le PMC. Cependant, on estime que la solution facilitera l'accès pour un nombre approximatif de 22 000 comptes d'utilisateurs externes du PMC.

Changement 47 :

À la partie 1, 3.1 Données volumétriques, 3.1.2 Volumes par activité de l'annexe A :

SUPPRIMER « Les volumes rapportés sont fondés sur les totaux de l'exercice 2015-2016. » et **REEMPLACER** par le libellé suivant :

Voici les différentes transactions relatives aux activités du SSI, accompagnées des volumes annuels et quotidiens. Les volumes rapportés sont fondés sur les totaux de l'exercice 2015-2016.

Changement 48 :

À la partie 5, 1.2 Exigences détaillées de l'annexe A :

SUPPRIMER :

SC.71	La solution doit fournir des identités automatiquement.
-------	---

REMARQUE : Les changements 49 à 56 s'appliquent à la pièce jointe 1 à la partie 4.

Changement 49 :

À 3. Critère obligatoire, O1 :

SUPPRIMER les paragraphes 1 et 2, et **REEMPLACER** par le libellé suivant :

Le soumissionnaire doit fournir **trois (3)** projets de référence similaires ayant été réalisés dans les **quinze (15)** années précédant la date de clôture des soumissions et ayant un volet d'échange de données avec le public sur Internet. Pour tous les projets de référence, le soumissionnaire doit avoir fourni des services portant notamment sur la restructuration des processus opérationnels et la gestion du changement pour un projet de transformation des systèmes opérationnels, et ce, à partir d'exigences opérationnelles générales et par l'intermédiaire d'une solution opérationnelle acceptée par le client.

Aux fins de la présente évaluation, un projet similaire serait défini comme ayant des exigences semblables à celles décrites aux parties 2 à 8 de l'annexe A, soit au moins 65 % du nombre total de comptes d'utilisateurs, de transactions et de types de transactions indiqués à la section 1, 3.1, Données volumétriques, de l'annexe A. Voir le tableau ci-dessous aux fins de référence.

Paramètre	DP	Minimum pour les projets de référence
Comptes d'utilisateurs – internes et externes	184 392	119 854
Nombre de transactions	209 469	136 154
Types de transactions	12	7

Changement 50 :

À 3. Critère obligatoire, O1 :

SUPPRIMER entièrement le point D, sous-point vi et **REEMPLACER** par le libellé suivant :

Les données volumétriques, y compris le nombre de comptes d'utilisateurs, de transactions et de types de transactions;

Changement 51 :

À 3. Critères obligatoires, O2 :

SUPPRIMER les paragraphes 1 et 2, et **REEMPLACER** par le libellé suivant :

Le soumissionnaire doit fournir **trois (3)** projets de référence similaires ayant été réalisés dans les **quinze (15)** années précédant la date de clôture des soumissions et ayant un volet d'échange de données avec le public sur Internet. Pour tous les projets de référence, le soumissionnaire doit avoir fourni au minimum trois (3) des six (6) activités clés (services de conception, de configuration, de développement, de mise en œuvre, d'intégration et de migration des données liés à la TI). Les six (6) activités clés doivent avoir été réalisées dans le cadre d'un service contractuel pour au moins un des projets de référence.

Aux fins de la présente évaluation, un projet similaire serait défini comme ayant des exigences semblables à celles décrites aux parties 2 à 8 de l'annexe A, soit au moins 65 % du nombre total de comptes d'utilisateurs, de transactions et de types de transactions indiqués à la section 1, 3.1, Données volumétriques, de l'annexe A. Voir le tableau ci-dessous aux fins de référence.

Paramètre	DP	Minimum pour les projets de référence
Comptes d'utilisateurs – internes et externes	184 392	119 854
Nombre de transactions	209 469	136 154
Types de transactions	12	7

Changement 52 :

À 3. Critères obligatoires, O2 :

SUPPRIMER entièrement le point A, sous-point vi et **REEMPLACER** par le libellé suivant :

Les données volumétriques, y compris le nombre de comptes d'utilisateurs, de transactions et de types de transactions;

Changement 53 :

À 3. Critères obligatoires, O2 :

SUPPRIMER entièrement le point D.

Changement 54 :

À 3. Critère obligatoire :

SUPPRIMER entièrement O3 et **REEMPLACER** par le libellé suivant :

Pour chaque projet de référence présenté pour les critères O1 et O2, le soumissionnaire doit remplir le formulaire 2 de la partie 4. Il est possible qu'on communique avec la personne-ressource du client afin de valider les renseignements indiqués dans la réponse du soumissionnaire, conformément à la partie 4.2.4, Vérification des références.

Changement 55 :

À 4. Critère coté :

SUPPRIMER entièrement C4 et **REEMPLACER** par le libellé suivant :

Le soumissionnaire devrait fournir, pour deux (2) scénarios opérationnels, une description des facteurs de sécurité nécessaires pour les activités à l'état stable, comme il est requis pour la solution de TSSI. La réponse devrait donner suffisamment de renseignements pour être considérée comme une description de bout en bout liée au scénario visé. Le document devrait mettre l'accent sur les exigences en matière de sécurité, comme elles sont indiquées dans la section réservée aux exigences en matière de sécurité de la partie 4 de l'annexe A.

Le soumissionnaire devrait soumettre le document sur le concept des opérations de sécurité selon un format type utilisé dans l'industrie. GC ne fournira pas une table des matières.

Aux fins de la présente évaluation, le scénario opérationnel se définit comme une seule activité ou un groupe d'activités connexes qui sont nécessaires à la réalisation d'un processus dans la solution. Chaque scénario utilisé dans cette réponse doit tenir compte de tous les contrôles de sécurité mentionnés aux points A, B, C et D ci-dessous.

Voici des exemples de scénarios opérationnels :

- a) décrire le mouvement, de bout en bout d'un seul message au sein de Dynamics CRM vers un destinataire tiers;
- b) décrire un scénario dans le cadre duquel un inspecteur de TSSI sur le terrain mène une inspection sur place et présente le document définitif dans la solution reposant sur Dynamics CRM;
- c) décrire l'extraction, la transformation et le chargement des données aux fins de production d'un rapport d'aide à la décision;
- d) décrire le processus de délivrance des justificatifs d'identité d'un utilisateur;
- e) décrire la présentation d'une demande de services provenant d'un utilisateur (à l'exception du traitement TSSI);
- f) décrire le processus de transfert d'un dossier récemment achevé vers les archives de la « solution ».

Même si la responsabilité de la mise en œuvre concrète de certaines des activités décrites pourrait incomber à un autre groupe au sein du gouvernement du Canada, le soumissionnaire devrait présumer, aux fins de la présente réponse seulement, qu'il sera responsable de tous les aspects de la mise en œuvre des scénarios opérationnels de son choix. Il importe de traiter de tous les points, même ceux qui sont jugés non pertinents. Le soumissionnaire devrait expliquer son raisonnement quant aux points non pertinents.

Le Canada évaluera dans quelle mesure l'approche du soumissionnaire à l'égard de la gestion de la sécurité tient compte des contrôles de sécurité requis. Plus particulièrement, l'approche devrait :

- A. faire référence à toutes les parties de la section SC.47 Généralités, et en traiter;
- B. faire référence à toutes les parties de la section SC.16 Architecture de sécurité de l'information, et en traiter;
- C. faire référence à toutes les parties de la section SC.09(a) Connexions au système d'information, et en traiter;
- D. faire référence à toutes les parties de la section SC.42 Plan d'essai de la sécurité, et en traiter.

Changement 56 :

À 4. Critère coté :

SUPPRIMER entièrement R8 et **REPLACER** par le libellé suivant :

Le soumissionnaire devrait indiquer jusqu'à trois (3) projets de référence où il a livré avec succès une solution de TI pour un client du gouvernement du Canada. Les projets de référence peuvent inclure les projets cités en réponse aux critères obligatoires, s'il y a lieu. Les soumissionnaires doivent remplir le formulaire 2 jusqu'à la partie 4 pour tous les projets de référence cités en réponse à R8. Il est possible qu'on communique avec la personne-ressource du client afin de valider les renseignements indiqués dans la réponse du soumissionnaire, conformément à la partie 4.2.4, Vérification des références.

B. QUESTIONS

Question n° 38 :

L'exigence O2 veut que les projets expérimentaux de l'organisation disposent d'un « volet d'échange de données avec le public sur Internet » et « d'au moins 35 % du nombre d'utilisateurs, de comptes, de transactions et de types de transactions indiqués à l'annexe A ». L'exigence O2 est associée à l'exigence cotée C8, ce qui procure aux soumissionnaires des notes favorables pour les projets O2 du gouvernement fédéral du Canada. Selon notre expérience, il existe très peu de programmes comparables au sein du gouvernement fédéral qui disposent d'un volet d'échange de données avec le public tout en répondant aux exigences relatives aux données volumétriques. Nous croyons également que ces deux exigences sont abordées dans les exigences d'expérience pour O1. Le gouvernement du Canada considérerait-il le retrait de l'exigence voulant que l'organisation dispose d'un « volet d'échange de données avec le public sur Internet » et « d'au moins 35 % du nombre d'utilisateurs, de comptes, de transactions et de types de transactions indiqués à l'annexe A » pour O2?

Réponse n° 38 :

Afin de préciser la définition de projets de taille et de complexité semblables, O1 et O2 ont été modifiés. Les projets de référence doivent comprendre 65 % des données volumétriques indiquées à l'ANNEXE A. Veuillez consulter le tableau ci-dessous aux fins de référence.

Paramètre	DP	Minimum pour les projets de référence
Comptes d'utilisateurs – internes et externes	184 392	119 854
Nombre de transactions	209 469	136 154
Types de transactions	12	7

Le Canada reconnaît qu'il pourrait y avoir un nombre limité de projets gouvernementaux, à tous les ordres de gouvernement, qui sont offerts au public et dont la taille et la complexité sont semblables. Par conséquent, le point D du critère d'évaluation O2 a été supprimé.

Le critère d'évaluation R8 a été modifié et il n'est plus lié au critère d'évaluation O2. Maintenant, il permet plutôt au soumissionnaire de renvoyer à d'autres projets de solution de TI livrés au gouvernement du Canada.

Veuillez vous reporter au changement 49 – 53, et 56 de la présente modification 004.

Veuillez aussi vous reporter à la liste de questions et réponses 39.

Question n° 39 :

Concernant les exigences obligatoires O1 et O2, SPAC a précisé ce qui suit :

Aux fins de la présente évaluation, un projet comparable serait défini comme un projet comptant au moins 35 % du nombre d'utilisateurs, de comptes, de transactions et de types de transactions indiqués à l'annexe A, section 1, 3.1, Données volumétriques.

Pourriez-vous confirmer les éléments suivants?

1. Le volet Données volumétriques de la section 3.1 mentionne les « comptes d'utilisateur », mais ne fait pas la distinction entre le nombre d'utilisateurs et le nombre de comptes. Cela veut-il dire que l'exigence pour le « nombre d'utilisateurs et le nombre de comptes » représente en réalité le « nombre de comptes d'utilisateur »?
2. Le nombre exact de comptes d'utilisateur reposant sur le calcul de 35 % donne 64 537 :

Paramètre	DP	Minimum accordé pour les références du projet
Comptes d'utilisateur – intérieurs	487	170
Comptes d'utilisateur – extérieurs	183 905	64 367
Total :	184 735	64 537

3. En ce qui concerne les « types de transactions », un projet comportant différents types de transactions est acceptable, même si le type ou le nombre de types de transactions ne sont pas exacts.
4. Le nombre exact de transactions pour un projet comparable selon le calcul de 35 % va ainsi :

Paramètre	DP	Minimum accordé pour le projet
Volume de transactions – annuel	362 178	126 762

5. Il faut prouver que le projet de référence correspond au nombre minimal de comptes d'utilisateurs et que le nombre de transactions suffit pour satisfaire aux exigences.

Aux fins de la présente évaluation, un projet comparable serait défini comme un projet comptant au moins 35 % du nombre d'utilisateurs, de comptes, de transactions et de types de transactions indiqués à l'annexe A, section 1, 3.1, Données volumétriques.

Réponse n° 39 :

Les critères d'évaluation O1 et O2 ont été modifiés afin de préciser la définition de « projets similaires » sur le plan de la taille et de la complexité. Les critères O1 et O2 ont été modifiés afin d'indiquer que les projets cités en référence doivent comprendre 65 % des données volumétriques indiquées à l'ANNEXE A.

1. Le terme « utilisateurs » a été supprimé et l'on renvoie désormais uniquement aux comptes d'utilisateur. Des modifications ont été apportées à la section 1, 3.1, Données volumétriques, de l'ANNEXE A, ainsi qu'aux critères O1 et O2 de l'évaluation technique.
2. Veuillez vous reporter à la réponse à la question n° 38 de la présente modification.
3. Une modification a été apportée à la section 1, 3.1, Données volumétriques, de l'ANNEXE A, afin de préciser les différentes transactions qui existent actuellement dans le SSI. Veuillez vous reporter à la réponse à la question n° 38 de la présente modification.
4. Veuillez vous reporter à la réponse à la question n° 38 de la présente modification.

5. Les soumissionnaires doivent démontrer qu'ils respectent toutes les exigences de O1 et O2, et pas seulement les mesures volumétriques.

Veuillez-vous reporter aux changements 46, 47 et 49 à 53 de la présente modification 004.

Question n° 40 :

SPAC veillera-t-il à ce que les accords d'échange de renseignements avec les partenaires de sécurité de TSSI, notamment la GRC, le SCRS, le CSE, le MDN, les agences d'évaluation du crédit et Equifax, soient valides pour la durée du contrat?

Réponse n° 40 :

Les accords d'échange de renseignements demeureront en place tant qu'ils seront requis afin de permettre au SSI de remplir son mandat. Il incombera à GC de mettre au fait l'entrepreneur en cas de modification aux accords d'échange qui auront une incidence sur le projet de TSSI.

Question n° 41 :

Si l'expression « ensemble des produits du GC » représente les produits offerts dans l'AAALL du GC, les soumissionnaires devraient-ils présumer que SPAC leur fournira ces produits séparément comme de l'équipement fourni par le gouvernement?

Réponse n° 41 :

L'entrepreneur ne devrait pas supposer que le GC fournira des produits logiciels autres que ceux nommés à la section 3, Exigences techniques.

Question n° 42 :

En ce qui concerne la section 5 de l'annexe A : Exigences en matière de sécurité des TI, 1.2, Exigences détaillées, SC.71 (page 56 de 77);

Question : Pourriez-vous préciser ce que l'on entend par « fournir des identités automatiquement »?

Réponse n° 42 :

L'exigence SC.71 a été supprimée. Veuillez vous reporter au changement 48 de la présente modification 004.

Question n° 43 :

Dans la pièce jointe 1 de la partie 4 – Critères d'évaluation technique, section 3. Critères obligatoires, O1 (page 4 de 17), la DP indique « Aux fins de la présente évaluation, un projet similaire serait défini comme ayant au moins 35 % du **nombre d'utilisateurs, de comptes**, de transactions et de types de transactions indiqués à la section 1, 3.1, Données volumétriques, de l'ANNEXE A. »

Question : SPAC pourrait-il expliquer la différence entre le nombre d'utilisateurs et le nombre de comptes?

Réponse n° 43 :

Veuillez vous reporter aux questions 38 et 39.1 de la présente modification.

Question n° 44 :

Dans la pièce jointe 1 de la partie 4 – Critères d'évaluation technique, section 3. Critères obligatoires, O1 (page 4 de 17), la DP indique « Aux fins de la présente évaluation, un projet similaire serait défini comme ayant au moins 35 % du **nombre d'utilisateurs, de comptes, de transactions et de types de transactions** indiqués à la section 1, 3.1, Données volumétriques, de l'ANNEXE A. »

(a) SPAC pourrait-il expliquer ce que signifie ou ce à quoi renvoie l'expression « types de transactions » ? Une application dotée des fonctions d'enregistrement et de contrôle des documents et axée sur les transactions propres à l'application (compte tenu de la nature de l'application) *correspondrait-elle* au critère des « types de transactions » ?

Il convient de noter qu'après la mise en œuvre, nous ne sommes plus dans les locaux du client et, par conséquent, nous ne sommes plus en mesure d'évaluer le nombre de transactions. Dans certains cas, les clients considèrent que les types et le nombre de transactions sont des renseignements confidentiels. C'est pourquoi il est difficile de fournir ces renseignements.

(b) L'article sur le « **nombre de transactions et de types de transaction** » pourrait-il être supprimé ?

Réponse n° 44 :

(a) Ces exemples présentent certaines des différentes transactions qui devraient figurer dans la solution. Toutefois, veuillez vous reporter à les questions n° 38 et 39.3 pour obtenir une explication de la diversité des types de transactions requise.

(b) Comme cela fait partie de l'évaluation des projets de référence, afin d'évaluer la similitude sur le plan de la taille et de la complexité, l'exigence ne peut pas être supprimée.

Question n° 45 :

Veuillez préciser votre directive en ce qui a trait au système de gestion des documents. Préférez-vous utiliser OpenText dans GCDocs, ou pouvons-nous proposer un autre système ?

Réponse n° 45 :

Veuillez vous reporter à la question 33 et au changement 33 de la modification 003.

Question n° 46 :

Concernant le point D de l'exigence obligatoire O2, SPAC a précisé ce qui suit :

Pour au moins un (1) projet de référence, la solution doit avoir été un projet de transformation des systèmes de gestion des activités pour une entité gouvernementale (ordres de gouvernement fédéral, provincial ou administration municipale).

SPAC peut-il confirmer que l'« entité gouvernementale » désigne une entité générale du secteur public qui n'a pas à être au Canada ? Si ce n'est pas le cas, nous vous demandons respectueusement que l'exigence soit modifiée pour comprendre le terme « entité du secteur public ».

Réponse n° 46 :

Le point D a été supprimé du critère d'évaluation O2. Veuillez vous reporter à la question 38 de la présente modification 004.

Question n° 47 :

Concernant le critère coté C8, SPAC a précisé ce qui suit :

Le soumissionnaire devrait démontrer qu'au moins l'un (1) des projets cités en réponse à l'exigence obligatoire O2 (et jusqu'à trois (3) de ces projets) a fourni une solution de nature et de portée semblables à celles indiquées aux parties 2 à 7 de l'annexe A, pour un client du gouvernement du Canada.

Nous vous demandons respectueusement de remplacer le terme « client du gouvernement du Canada » par « client du secteur public » afin d'en élargir la portée. Si cela n'est pas acceptable, nous demandons que cela soit limité à un « client du secteur public canadien ».

Réponse n° 47 :

Le critère d'évaluation C8 a été modifié pour indiquer que le soumissionnaire peut citer en référence trois projets dans le cadre desquels il a fourni avec succès une solution de TI à un client du gouvernement du Canada. Veuillez consulter la réponse à la question 38 de cette modification.

Question n° 48 :

Concernant le critère coté C8, le Canada accepterait-il d'élargir l'exigence pour y ajouter l'expérience liée à une entité gouvernementale? Cela permettrait aux soumissionnaires de tirer avantage de leur expérience à l'extérieur du Canada pour le présent projet.

Réponse n° 48 :

Le critère d'évaluation C8 a été modifié pour indiquer que le soumissionnaire peut citer en référence trois projets dans le cadre desquels il a fourni avec succès une solution de TI à un client du gouvernement du Canada. Veuillez consulter la réponse à la question 38 de cette modification.

Question n° 49 :

SPAC accepterait-il d'envisager l'élargissement de la portée des exigences figurant à C8 afin qu'elles visent le gouvernement plutôt que le gouvernement du Canada?

Réponse n° 49 :

Le critère d'évaluation C8 a été modifié pour indiquer que le soumissionnaire peut citer en référence trois projets dans le cadre desquels il a fourni avec succès une solution de TI à un client du gouvernement du Canada. Veuillez consulter la réponse à la question 38 de cette modification.

Question n° 50 :

En ce qui concerne le critère coté C4, un concept des opérations de sécurité est exigé. Compte tenu du processus d'évaluation et d'autorisation de sécurité (EAS) du Canada, les concepts d'opérations constituent un important produit livrable du projet qui exigera l'apport de SPAC et de SPC, car un certain nombre d'exigences de sécurité liées à l'infrastructure et aux opérations relèveront de SPC et non de l'entrepreneur. Nous demandons respectueusement au Canada de supprimer l'exigence et de la désigner comme un produit livrable du projet ou de modifier l'exigence pour la rendre plus applicable à l'étape de la DP en exigeant que les soumissionnaires décrivent leur approche en matière de définition du concept des opérations de sécurité, sans devoir créer de toutes pièces un concept des opérations de sécurité (qui, comme il constitue réellement un produit livrable du projet, ne doit pas figurer dans une DP). SPAC devrait définir une table des matières relative au concept des opérations de sécurité au critère C4, puis noter les soumissionnaires en fonction de la manière dont ils rédigent leur approche pour chaque section de la table des matières. Ainsi, il sera plus facile de noter les soumissionnaires, car ils seront notés de la même manière, ce qui garantirait également la cohérence des réponses des soumissionnaires.

Réponse n° 50 :

Le critère coté C4 a été modifié pour préciser la réponse attendue et la portée de l'évaluation. Veuillez vous reporter au changement 55 de la présente modification 004.

Question n° 51 :

Conformément à l'annexe A, page 42 de 77, exigence SécurInt.05 (devrait-on lire 06?). « Faire en sorte que l'utilisateur puisse accéder au Système partagé de gestion des cas (SPGC) au moyen d'un réseau privé virtuel (RPV) ».

a) Quel est le produit standard de technologie de RPV de SPAC et quelle est la version de la plateforme de RPV?

b) L'État fournira-t-il la plateforme de RPV comme équipement fourni par le gouvernement (EFG) dans le cadre du présent contrat?

Réponse n° 51 :

À l'heure actuelle, TPSGC utilise AnyConnect Secure Mobility Client V 3.1.03103 de Cisco. Le GC fournira, dans le cadre du contrat, la plateforme de RPV comme EFG, au besoin. La répétition de SécurInt.05 a été corrigée. Veuillez vous reporter au changement 37 de la modification 003.

Question n° 52 :

Conformément à la partie 6 : GESTION DES ESSAIS, énoncé figurant à la page 57 de 77 : « On fournira à l'entrepreneur des environnements de développement appropriés dans lesquels il pourra configurer les processus opérationnels approuvés avant de procéder aux essais. » L'État exige également, conformément à la partie 5 : EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ, page 43 de 77, un plan d'évaluation de la vulnérabilité.

a) L'État fournira-t-il sa plateforme standard d'analyse de la vulnérabilité à titre d'EFG pour permettre au fournisseur d'exécuter le plan d'évaluation de la vulnérabilité? Si oui, quelle est la plateforme?

b) L'État fournira-t-il son application Web liée à la plateforme d'analyse de la vulnérabilité à titre d'EFG pour permettre au fournisseur d'exécuter le plan d'évaluation de la vulnérabilité? Si oui, quelle est la plateforme?

Réponse n° 52 :

Security AppScan d'IBM est l'outil principal utilisé pour l'analyse de la vulnérabilité à TPSGC. L'entrepreneur travaillera de concert avec l'équipe de vulnérabilité de TPSGC et SPC qui mènent les essais de vulnérabilité. L'entrepreneur recevra les résultats des essais, conformément au plan d'évaluation de la vulnérabilité. L'entrepreneur n'a pas à fournir de plateforme d'analyse de la vulnérabilité.

Question n° 53 :

À l'exigence C4, pièce jointe 1 de la partie 4 – Évaluation technique, page 13 de 17, on demande de définir un concept des opérations de sécurité – le soumissionnaire n'est pas responsable de la sécurité physique de TSSI. Veuillez fournir des précisions sur la portée du concept des opérations de sécurité à laquelle le soumissionnaire devrait se conformer en fournissant une table des matières du document sur les opérations de sécurité que l'État souhaite recevoir.

Réponse n° 53 :

Veuillez vous reporter à la réponse à la question n° 50 de la présente modification 004.

Question n° 54 :

Dans la pièce jointe à la partie 4, O1, le deuxième paragraphe indique :

« Aux fins de la présente évaluation, un projet similaire serait défini comme un projet ayant au moins 35 % du nombre d'utilisateurs, de comptes, de transactions et de types de transactions indiqués à l'annexe A, section 1, 3.1, Données volumétriques. »

Un projet de référence sera-t-il accepté et jugé conforme si le nombre total d'utilisateurs, le nombre de comptes et le nombre de transactions sont égaux ou supérieurs au pourcentage défini du total des données volumétriques?

Réponse n° 54 :

Le critère d'évaluation O1 a été modifié pour comprendre les projets de référence de taille et de complexité semblables. Veuillez vous reporter à la réponse à la question n° 38 de la présente modification. Les soumissionnaires doivent démontrer qu'ils respectent toutes les exigences de O1, et non seulement les mesures volumétriques.

Question n° 55 :

Concernant la pièce jointe 1 de la partie 4, O1 et O2 : Les projets de référence de l'entreprise utilisés pour appuyer O1 et O2 doivent comprendre un élément « d'échange avec le public ». Veuillez confirmer que, dans ce contexte, le terme « échange avec le public » désigne un point d'entrée dans le système de référence qui est externe à l'organisation de référence du client.

Réponse n° 55 :

« Échange avec le public », comme il est indiqué dans les critères d'évaluation O1 et O2, désigne le point d'entrée dans le système de référence externe à l'organisation du client et accessible par le public. Veuillez vous reporter également à la réponse à la question n° 38 de la présente modification.

Question n° 56 :

Dans la pièce jointe 1 de la partie 4 – Critères d'évaluation technique, 3. Critère coté C4 – Gestion de la sécurité, l'exigence indique :

« Se reporter à toutes les parties de la section SC-04, Vérification et responsabilisation, et les aborder correctement. »

Le soumissionnaire ne réalisera aucune vérification liée à la solution opérationnelle et n'assumera aucune responsabilité à cet égard. Cela incombe à l'autorité exploitante.

Le Canada envisagera-t-il de modifier cette exigence pour permettre au soumissionnaire de décrire les capacités techniques de la solution (seulement) et la configuration permettant la prise en charge de la vérification et de la responsabilisation, conformément aux normes du GC?

Réponse n° 56 :

Veuillez vous reporter à la réponse à la question n° 50 de la présente modification.

Question n° 57 :

Partie 3 de l'annexe A – Énoncé des travaux : Exigences techniques, 1.2 Exigences techniques, Tech. 18 (page 37 de 77) :

Nous n'avons pas pu consulter le lien suivant vers la Norme sur l'accessibilité des sites Web du GC. Veuillez vous assurer que le lien est valide.

<http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=23601>

Réponse n° 57 :

Veuillez vous reporter au changement 36 figurant dans la modification 003.

Question n° 58 :

O2 (E), il semble qu'il *manque* au moins un mot. Veuillez confirmer le libellé :

E. Dans le cadre d'au moins un (1) projet de référence, la solution mise en œuvre doit avoir fait l'objet d'exigences en matière de sécurité *semblables* à celles figurant à l'ANNEXE A, partie 5, 1.2 Exigences relatives à la sécurité de la TI.

Réponse n° 58 :

Veillez vous reporter à la réponse à la question 50 de la présente modification.

TOUTES LES AUTRES MODALITÉS DE MEURENT INCHANGÉES.